



NEWSLETTER

N° 1/2016

11 avril 2016

Personne de contact :

M. Sylvain Hoffmann

T. : 27 494 200

sylvain.hoffmann@csl.lu



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200
F +352 27 494 250
www.csl.lu
csl@csl.lu

LES DÉPENSES NON DISPENDIEUSES DU LUXEMBOURG

L'office statistique de l'Union européenne, Eurostat, a publié le 22 mars 2016 ses derniers chiffres concernant

les dépenses des administrations publiques des États membres en 2014.

Les dépenses des administrations publiques

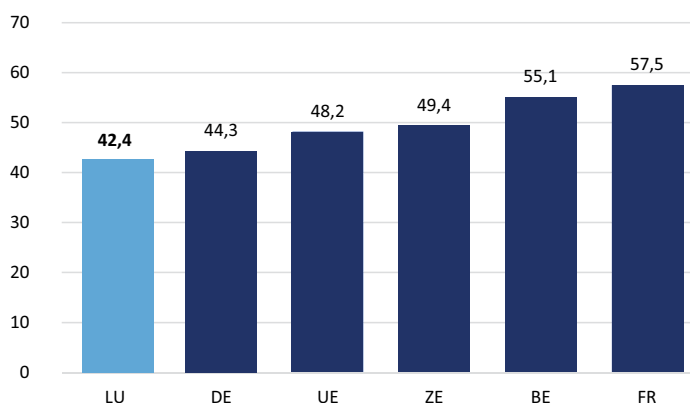
En moyenne, en 2014, les dépenses des administrations publiques ont représenté 48,2% du produit intérieur brut (PIB) pour l'ensemble des 28 pays de l'Union européenne (UE) et 49,4% pour les 19 pays de la zone euro (ZE).

Le Luxembourg se situe ainsi dans la fourchette basse avec 42,4% en 2014. Un chiffre inférieur aux moyennes eu-

ropéennes, mais également à celles de ses proches voisins : si l'Allemagne a un taux de 44,3%, la Belgique affiche 55,1% quand la France atteint 57,5%.

Aux extrêmes, les dépenses les plus importantes en proportion du PIB sont réalisées par la Finlande (58,1%) et les plus petites par la Lituanie (34,8%).

Dépenses des administrations publiques en % du PIB, 2014



Sources : Eurostat, graphique CSL

Le détail des dépenses par fonction

La protection sociale en tête

La protection sociale a constitué le principal poste de dépenses tant pour l'ensemble de l'Union européenne que

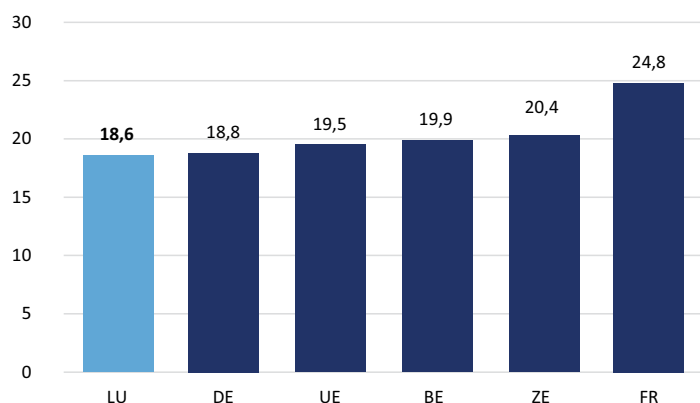
pour chacun de ses États membres, à l'exception toutefois de Chypre où une recapitalisation des banques a eu pour effet de placer les dépenses pour services généraux en pole position.

En ce qui concerne les dépenses consacrées à la protection sociale, le Grand-Duché se situe aussi en dessous des moyennes européennes et de

celles des pays limitrophes. Avec 18,6%, il reste à un taux inférieur à ceux de ses voisins allemand (18,8%), belge (19,9%) et français (24,8%).

Dans ce domaine, c'est encore une fois la Finlande qui se classe première (25,4%) tandis que la Roumanie ferme la marche (11,4%).

Dépenses en matière de protection sociale en % du PIB, 2014



Sources : Eurostat, graphique CSL

Plus en détails, au sein de ces dépenses de protection sociale, c'est la part dédiée à la « vieillesse », comprenant les retraites, qui a représenté la principale dépense avec 10,3% et 10,9% du PIB pour, respectivement, l'UE et la ZE au cours de l'année sous revue.

En ce qui concerne ce poste, le Luxembourg suit cette logique avec 10,9%. Les deuxième et troisième places s'inversent cependant entre le niveau eu-

ropéen et national. Ainsi, le groupe « maladie et invalidité » représente 2,8% dans l'UE et la ZE, alors qu'il n'est que de 2,1% au Luxembourg. Le groupe « famille et enfants » affiche 1,7% pour les deux moyennes européennes mais 3,4% sur le plan national.

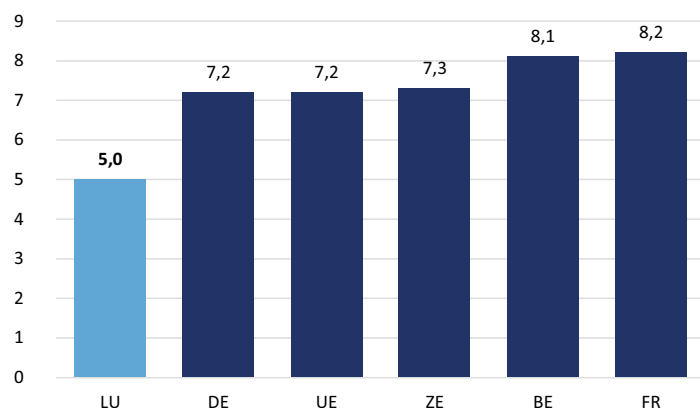
Les autres principales dépenses

Après la protection sociale, ce sont les domaines « santé », « services généraux »

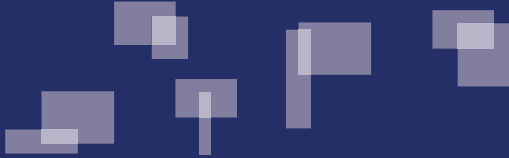
et « enseignement » qui constituent les dépenses les plus importantes en moyenne au sein de l'UE et de la ZE.

Les dépenses « santé » représentent en moyenne 7,2% du PIB dans l'UE et 7,3% dans la ZE en 2014. Au Luxembourg, elles n'atteignent que 5,0% quand l'Allemagne affiche un taux de 7,2%, la Belgique 8,1% et la France 8,2%.

Dépenses en matière de santé en % du PIB, 2014



Sources : Eurostat, graphique CSL



Même constat pour les « services généraux » (affaires étrangères, opérations concernant la dette publique) : 6,7% pour l'UE, 7,0% pour la ZE, 4,7% pour le Luxembourg et plus de 6% pour ses trois voisins.

L'« enseignement » fait quelque peu exception avec cependant des différences relativement faibles : 5,2% pour le Luxembourg, 4,3% en Allemagne, un peu moins de 5% pour l'UE et la ZE mais 5,5% en France et 6,3% pour la Belgique.

Les autres domaines (défense, ordre et sécurité, affaires économiques, environnement, logement, loisirs, culture et culte) demeurent plus marginaux et ne représentent pas plus de 4,5%, tant sur le plan européen que luxembourgeois.

En résumé

En termes de dépenses des administrations publiques en pourcentage du PIB, le Luxembourg est loin d'être un État dispendieux. Il figure en dessous des moyennes de l'Union européenne et de la zone euro, mais aussi de celles de ses voisins allemand, belge et français. Ce constat bat en brèche les arguments alarmistes sur les montants prétendument trop élevés des dépenses publiques au Grand-Duché. Notre pays dispose au contraire de confortables marges de manœuvre au regard de la situation européenne et des pays limitrophes.